

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 28 août au 03 septembre 2025

L'Allemagne accueille une cinquantaine d'Afghanes et Afghans en provenance du Pakistan dans le cadre du programme d'accueil pour les personnes vulnérables (« schutzbedürftig »). Outre les anciens employés locaux d'institutions allemandes et leurs proches, l'Allemagne entend également accueillir des Afghanes et des Afghans menacés de persécution par les talibans islamistes — notamment les personnes qui se sont engagées par le passé en tant qu'avocats, journalistes ou défenseurs des droits humains. Selon le ministère des Affaires étrangères, environ 2 100 personnes relevant de ce programme se trouvent actuellement au Pakistan, tandis que près de 200 sont toujours en Afghanistan, après que leur entrée en Allemagne a été refusée. Bien que le programme d'accueil ait été officiellement suspendu en mai dernier, certains engagements contractuels demeurent contraignants et doivent encore être respectés, notamment à la suite de recours juridiques engagés par des personnes concernées en Allemagne. Cependant, le ministre de l'Intérieur, Alexander Dobrindt, a souligné l'importance de contrôles de sécurité stricts, tout en annonçant une prolongation du délai de traitement de ces demandes jusqu'à la fin de l'année.

En août, l'Allemagne a enregistré près de 60 % de demandes d'asile en moins par rapport à l'année précédente, avec environ 7 800 nouvelles demandes. Ce recul s'inscrit dans une tendance observée depuis plusieurs mois et s'explique par plusieurs facteurs. D'une part parce que le gouvernement allemand a durci les lois sur l'asile, notamment pour faciliter les expulsions. D'autre part parce que les contrôles aux frontières ont été étendus à toutes les frontières du pays, puis renforcés il y a quatre mois, ce qui a permis de repousser certains demandeurs d'asile, bien que cette pratique soit controversée sur le plan juridique. Le ministre de l'Intérieur, Alexander Dobrindt, considère que ces mesures fonctionnent, affirmant que la politique migratoire a permis de réduire les entrées illégales. Les chercheurs en migration soulignent cependant que d'autres facteurs jouent un rôle, comme la réduction du travail des passeurs due aux contrôles renforcés. Par ailleurs, la situation internationale influe aussi : pour la première fois depuis plusieurs années, l'Afghanistan est redevenu le principal pays d'origine des demandeurs d'asile en Allemagne, devant la Syrie. La stabilisation relative en Syrie semble contribuer à la baisse des demandes.

La Deutsche Bahn, l'équivalent allemand de la SNCF, cherche un nouveau PDG. La personne nommée devra succéder à Richard Lutz, dont le départ est anticipé par le gouvernement allemand. La Deutsche Bahn fait actuellement face à des retards chroniques, des pertes financières importantes et une gestion jugée défailante. Malgré ces défis et une rémunération inférieure à celle des grandes entreprises privées, le poste suscite l'intérêt de plusieurs candidats de haut niveau. Un cabinet de recrutement a établi une liste restreinte comprenant Martin Seidenberg (Royal Mail), Tim Scharwath (ancien de DHL) et Michael Peter (Siemens),

considéré comme favori. Evelyn Palla, dirigeante au sein de la Deutsche Bahn, aurait quant à elle renoncé à se porter candidate. Le ministre des Transports, Patrick Schnieder (CDU), doit présenter le 22 septembre une stratégie de réforme visant à améliorer la ponctualité, la fiabilité et l'efficacité de l'entreprise.

Le chancelier allemand Friedrich Merz souhaite réduire les dépenses liées aux prestations sociales « Bürgergeld » de 10 % soit environ 5 milliards d'euros. Il estime que ce système de transferts est inefficace et qu'une telle économie est le minimum nécessaire. Avec ses déclarations il répond également à la critique énoncée par sa collègue de gouvernement, la ministre du travail Bärbel Bas (sociale-démocrate) qui avait qualifié de « bullshit » les discussions sur la viabilité du système social.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Le vice-président du Bundestag, **Omid Nouripour**, propose de regrouper toutes les élections des parlements régionaux (Landtage) à une seule date, distincte des élections fédérales, afin de limiter la fréquence élevée des scrutins en Allemagne. Il suggère également d'allonger la durée de la législature du Bundestag de 4 à 5 ans pour permettre aux élus de disposer de plus de temps pour mener à bien leurs projets. Selon lui, il devrait y avoir deux grands rendez-vous électoraux : les élections fédérales et municipales le même jour, puis, à mi-mandat, toutes les élections régionales en une seule fois. Cette réforme vise à mettre fin à la campagne électorale quasi permanente, qui, selon Nouripour, crée un « essoufflement politique ».

En France, ce regroupement des élections municipales est déjà pratiqué, ce qui facilite l'organisation et réduit la fréquence des scrutins. Cependant, cette proposition nécessite une modification de la Constitution, qui impose actuellement un mandat de quatre ans au Bundestag et des élections régionales (sauf Brême, mandat de 5 ans) organisées de manière autonome par les Länder, rendant difficile l'harmonisation des dates.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE



3,025 millions

En août 2025, l'Allemagne a franchi la barre symbolique des **3,025 millions** de chômeurs, soit un taux de 6,4 %, une première depuis 2015. L'économie, déjà en récession en 2023 et 2024 avec des reculs du PIB de 0,7 % puis 0,5 %, continue de se contracter au deuxième trimestre 2025 (-0,3 %). L'industrie, pilier du modèle allemand, est particulièrement touchée : environ 114 000 emplois ont été supprimés en un an, dont plus de 50 000 dans l'automobile, fragilisée par la concurrence chinoise et la transition vers l'électrique. Friedrich Merz, chancelier depuis mai 2025, a lancé un vaste plan de réformes visant à réduire l'État social, alléger la bureaucratie et baisser les impôts des entreprises. Il a aussi prévu plusieurs centaines de milliards d'euros d'investissements pour la défense, les infrastructures et la numérisation. Toutefois, les experts jugent que ces mesures n'auront pas d'effet rapide, d'autant que les droits de douane américains de 15 % et les prix élevés de l'énergie continuent de peser sur l'économie allemande.